

DÉPARTEMENT  
DU RHÔNE

ARRONDISSEMENT  
DE LYON

CANTON  
DE SAINT-GENIS-LAVAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE SAINT-GENIS-LAVAL

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de membres	
Art L2121-2 code des collectivités territoriales :	35

**MARCHÉS PUBLICS**

**CONVENTION DE GROUPEMENT DE  
COMMANDES POUR L'ACQUISITION  
DE FOURNITURE DE PAPETERIE,  
TRAVAUX MANUELS, JEUX ET  
MATÉRIELS ÉDUCATIFS**

Délibération : **12.2016.070**

Transmis en préfecture le :

**13 décembre 2016**

Séance du : **6 décembre 2016**

Compte-rendu affiché le **13 décembre 2016**

Date de convocation  
du Conseil Municipal : **30 novembre 2016**

Nombre des Conseillers Municipaux  
en exercice au jour de la séance : **35**

Président : **Monsieur Roland CRIMIER**

Secrétaire élu : **Monsieur Guillaume  
COUALLIER**

**Membres présents à la séance**

Roland CRIMIER, Marylène MILLET, Mohamed  
GUOUGUENI, Fabienne TIRTIAUX, Jean-Christian  
DARNE (à partir du point 21), Maryse JOBERT-  
FIORE, Yves DELAGOUTTE, Agnès JAGET,  
Christophe GODIGNON, Odette BONTOUX,  
Guillaume COUALLIER, Karine GUERIN, Michel  
MONNET, Christian ARNOUX, Isabelle PICHERIT,  
François VURPAS, Marie-Paule GAY, Yves  
GAVALT (à partir du point 7), Lucienne  
DAUTREY, Philippe MASSON, Pascale ROTIVEL,  
Nicole CARTIGNY, Serge BALTER, Aurélien  
CALLIGARO, Stéphanie PATAUD, Jean-Philippe  
LACROIX, Bernadette PIERONI, Thierry MONNET,  
Gilles PEREYRON, Nathalie CHAMONARD

**Membres absents excusés à la séance**

Jean-Christian DARNE (jusqu'au point 20),  
Bernadette VIVES-MALATRAIT, Yves GAVALT  
(jusqu'au point 6), Olivier BROSSEAU, Anne-  
Marie JANAS, Bernard GUEDON, Yves  
CRUBELLIER

**Pouvoirs**

Jean-Christian DARNE à Guillaume COUALLIER  
(jusqu'au point 20), Bernadette VIVES-  
MALATRAIT à Isabelle PICHERIT, Olivier  
BROSSEAU à Mohamed GUOUGUENI, Anne-Marie  
JANAS à Yves GAVALT (à partir du point 7),  
Bernard GUEDON à Fabienne TIRTIAUX,  
Yves CRUBELLIER à Bernadette PIERONI

\*\*\*\*\*

**RAPPORTEUR : Madame Nicole CARTIGNY**

Dans un souci de réaliser des économies d'échelle, la Ville a déjà mis en œuvre le mécanisme de groupement de commandes avec le CCAS, les associations «enfance» et dorénavant avec 26 autres communes de la Métropole.

Cette dernière expérience étant positive tant d'un point de vue technique qu'économique, il est proposé de renouveler la méthode sur un nouveau regroupement d'achats.

Ainsi ce groupement de commandes a pour objet l'acquisition de fournitures de papeterie, travaux manuels, jeux et matériels éducatifs pour les besoins des écoles et des Maisons du Rhône de la Métropole de Lyon.

La Ville d'Oullins, coordonnatrice de ce groupement dit « d'intégration partielle », organisera, conformément aux règles applicables aux marchés publics, l'ensemble des opérations nécessaires à la satisfaction du besoin, de la publicité jusqu'à l'attribution du contrat.

Chacun des membres du groupement s'assurera ensuite de la bonne exécution du contrat pour la partie qui le concerne.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de ce groupement de commandes sont formalisées dans la convention constitutive jointe au présent rapport.

La Commission d'Appel d'Offres sera celle du coordonnateur et donc celle de la Ville d'Oullins.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29;

Vu l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et concernant la constitution des groupements de commandes,

Mesdames, Messieurs,

Je vous demande de bien vouloir

- **APPROUVER** le principe de la constitution d'un groupement de commandes dit « d'intégration partielle » entre plusieurs collectivités territoriales, selon les conditions de la convention constitutive;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire, à signer la convention constitutive du groupement de commandes;
- **DONNER** tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Après avoir entendu l'exposé de Madame Nicole CARTIGNY,

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré,

### **LE CONSEIL ADOPTE CETTE DÉLIBÉRATION À LA MAJORITÉ**

**Motion adoptée par 30 voix Pour et 3 voix Contre, Abstentions : 2**

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits,  
Ont signé au registre les membres présents,

**Le Maire,**

**Roland CRIMIER**



#### **Liste des élus ayant voté POUR**

Roland CRIMIER, Marylène MILLET, Mohamed GUOUGUENI, Fabienne TIRTIAUX, Jean-Christian DARNE, Maryse JOBERT-FIORE, Yves DELAGOUTTE, Agnès JAGET, Christophe GODIGNON, Odette BONTOUX, Guillaume COUALLIER, Karine GUERIN, Michel MONNET, Bernadette VIVES-MALATRAIT, Christian ARNOUX, Isabelle PICHERIT, François VURPAS, Marie-Paule GAY, Yves GAVAUT, Lucienne DAUTREY, Philippe MASSON, Pascale ROTIVEL, Olivier BROSSEAU, Nicole CARTIGNY, Serge BALTER, Anne-Marie JANAS, Bernard GUEDON, Aurélien CALLIGARO, Stéphanie PATAUD, Jean-Philippe LACROIX

#### **Liste des élus ayant voté CONTRE**

Yves CRUBELLIER, Bernadette PIERONI, Nathalie CHAMONARD

#### **Liste des élus s'étant ABSTENUS**

Thierry MONNET, Gilles PEREYRON

En cas de contestation, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Convention constitutive du groupement de commandes entre  
la Ville d'Oullins et d'autres collectivités territoriales  
pour l'acquisition de fournitures de papèterie, travaux manuels, jeux  
et matériels éducatifs**

Afin de réaliser des économies d'échelle en regroupant leurs achats et de mutualiser les procédures de passation des marchés, différentes collectivités territoriales souhaitent constituer un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

A cet effet, il est décidé de conclure une convention constitutive du groupement entre les membres ci-après désignés :

<b>Nom de la collectivité territoriale</b>	<b>Représentée par</b>	<b>Agissant en vertu de la délibération de son organe délibérant</b>
Ville de Chassieu	Son maire, Monsieur Jean-Jacques SELLES	Délibération en date du 09 novembre 2016
Ville de Corbas	Son maire, Monsieur Jean-Claude TALBOT	Délibération en date du 15 décembre 2016
Ville de Couzon-au-Mont-d'Or	Son maire, Monsieur Patrick VERON	Délibération en date du
Ville de Craponne	Son maire, Monsieur Alain GALLIANO	Délibération en date du 14 décembre 2016
Ville de Dardilly	Son maire, Madame Michèle VULLIEN	Délibération en date du 22 novembre 2016
Ville de Feyzin	Son maire, Monsieur Yves BLEIN	Délibération en date du
Ville de Fontaines-sur-Saône	Son maire, Monsieur Thierry POUZOL	Délibération en date du 24 novembre 2016
Ville de Genay	Son maire, Monsieur Arthur ROCHE	Délibération en date du 24 novembre 2016
Ville de Grigny	Son maire, Monsieur Xavier ODO	Délibération en date du 4 novembre 2016
Métropole de Lyon	Son Président, Monsieur Gérard COLLOMB	Délibération en date du 13 décembre 2016
Ville d'Oullins	Son maire, Monsieur François-Noël BUFFET	Délibération en date du 24 novembre 2016
Ville de Pierre-Bénite	Son maire, Monsieur Jérôme MOROGE	Délibération en date du 22 Novembre 2016
Ville de Saint-Genis-Laval	Son maire, Monsieur Roland CRIMIER	Délibération en date du 6 décembre 2016
Ville de Saint-Genis-les-Ollières	Son maire, Monsieur Didier CRETENET	Délibération en date du 15 décembre 2016
Ville de Saint-Germain-au-Mont-d'or	Son maire, Monsieur Renaud GEORGE	Délibération en date du 23 novembre 2016
Ville de Vaulx-en-Velin	Son maire, Monsieur Pierre DUSSURGEY	Délibération en date du 17 novembre 2016

Ci-après désignés "le groupement",

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes entre les collectivités territoriales sus-désignées, en vue de la passation d'un marché pour satisfaire les besoins définis à l'article 2.

Cette convention a également pour objet de définir les caractéristiques du groupement de commandes et les engagements de chacun de ses membres ; elle définit le rôle du coordonnateur.

### **Article 2 – DEFINITION DU BESOIN**

Les besoins à satisfaire dans le cadre de la présente convention sont l'acquisition de fournitures de papèterie, travaux manuels, jeux et matériels éducatifs pour les écoles (activités scolaires et périscolaires) et pour les Maisons du Rhône de la Métropole de Lyon.

Chaque membre du groupement définira conjointement les besoins dans le cahier des charges du marché public.

Le montant minimum et maximum des dépenses (en euros HT) sur une durée de 2 ans, renouvelable une fois est réparti comme suit :

<b>Collectivités territoriales membres</b>	<b>Montant minimum Hors taxe Pour 24 mois</b>	<b>Montant maximum Hors taxe pour 24 mois</b>
Ville de Chassieu	20 000	80 000
Ville de Corbas	25 000	100 000
Ville de Couzon-au-Mont-d'Or	8 000	32 000
Ville de Craponne	25 000	100 000
Ville de Dardilly	24 000	96 000
Ville de Feyzin	40 000	160 000
Ville de Fontaines-sur-Saône	30 000	120 000
Ville de Genay	12 000	48 000
Ville de Grigny	25 000	100 000
Métropole de Lyon	13 000	52 000
Ville d'Oullins	50 000	200 000
Ville de Pierre-Bénite	35 000	140 000
Ville de Saint-Genis-Laval	30 000	120 000
Ville de Saint-Genis-les-Ollières	8 000	32 000
Ville de Saint-Germain-au-Mont-d'or	15 000	60 000
Ville de Vaulx-en-Velin	380 000	1 520 000

Chaque partie s'engage sur ses besoins minimums définis ci-dessus et supportera les éventuelles conséquences liées au fait de ne pas atteindre ces minimums.

### **Article 3 - DURÉE**

La présente convention de groupement de commandes prendra effet dès lors qu'elle aura revêtu un caractère exécutoire pour toutes les parties.

Elle s'achèvera à l'issue de l'exécution complète du contrat passé dans le cadre de la présente convention ; c'est-à-dire au solde du contrat passé dans le cadre de ladite convention.

#### **Article 4 – NATURE ET COORDINATION DU GROUPEMENT**

**Il est constitué un groupement dit d' « intégration partielle »**, dans lequel le coordonnateur du groupement est chargé d'organiser l'ensemble des opérations nécessaires à la satisfaction du besoin relatives à la préparation et la passation du contrat à passer jusqu'à sa notification.

La Ville d'Oullins est désignée coordonnateur du groupement et agira au nom et pour le compte des membres du groupement.

#### **Article 5 – MISSION DU COORDONNATEUR**

Le coordonnateur est chargé, dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 25 juillet 2015 relative aux marchés publics et de son décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016, d'assurer les missions ci-après :

- **La préparation de la consultation**

Le coordonnateur est chargé de recueillir les besoins exprimés par chaque membre du groupement, de définir la stratégie d'achat, y compris le choix du mode de consultation, et d'élaborer les cahiers des charges communs et le dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins préalablement définis.

Le coordonnateur s'engage à recueillir l'avis du représentant des autres membres du groupement sur le dossier de consultation des entreprises avant l'envoi de l'avis de publicité.

Le coordonnateur est compétent pour prendre toute décision à intervenir avant la notification des marchés, y compris la déclaration sans suite ou d'infructuosité.

- **La passation du marché public**

Le coordonnateur est chargé :

- de la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence et de passation du contrat jusqu'à la désignation du titulaire selon ses propres règles ;
- de signer et notifier le contrat ;
- de transmettre à chaque membre du groupement une copie du contrat notifié
- de gérer le précontentieux, le contentieux et éventuellement le règlement amiable des litiges relatifs à la passation du contrat ;

La Ville d'Oullins s'engage à recueillir l'avis du représentant des autres membres du groupement sur l'analyse des offres.

- **Exécution du contrat**

Le coordonnateur assure la gestion administrative du contrat dans sa globalité et relative à la réalisation générale du contrat. Concernant la passation des avenants, ceux intéressants l'ensemble des membres du groupement sont passés par le coordonnateur pour l'ensemble des membres du groupement. Il procède à la résiliation du contrat ou à sa non reconduction s'il y a lieu, pour l'ensemble des membres.

Sont exclus de ses missions les commandes, ordres de services, paiements et pénalités propres à chaque membre du groupement.

Modèle de convention de groupement de commandes  
« Intégration totale »

En dehors de ces dispositions, chaque membre du groupement reste compétent pour exécuter les marchés à passer.

En matière d'exécution financière du contrat, chaque membre du groupement règle la part du marché qui lui incombe.

Chaque membre s'engage à alerter les autres membres du groupement des dépassements éventuels de leur enveloppe prévisionnelle.

## **Article 6 – FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT**

### **6.1 Attribution des marchés**

Le choix des titulaires sera fait par le coordonnateur : la CAO est celle du coordonnateur, qui jouera le rôle de CAO pour l'ensemble du groupement.

### **6.2 - Frais de fonctionnement du groupement**

Le coordonnateur du groupement assure le financement des frais matériels exposés par le groupement notamment les frais de fonctionnement et de publicité.

Après notification du marché, en cas de recours ou contentieux, la répartition de la dépense ou de la recette afférente sera calculée au prorata des dépenses déjà réalisées par les membres du groupement.

### **6.3 – Adhésion et retrait**

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

A tout moment, il peut être mis fin à la convention avant son échéance par accord des membres du groupement ou à la suite de la volonté de l'un des membres de quitter le groupement.

Le retrait des ou d'un des membres devra s'effectuer par lettre recommandée avec accusé de réception conformément aux textes qui régissent leur fonctionnement et selon les modalités ci-après décrites.

#### **~~A~~ – En cas de retrait unilatéral :**

##### ~~a.1.~~ Retrait intervenant avant la signature du marché

Ce retrait prendra effet trois mois après la réception par les autres membres du groupement de la lettre recommandée ci-dessus visée.

Il appartiendra au coordonnateur de prendre, dans ce préavis de **trois mois**, une décision de déclaration sans suite et le cas échéant, d'en informer les candidats suivant les conditions prévues par la disposition en vigueur.

Par dérogation à l'article 6.2 de la présente convention, le membre du groupement à l'initiative du retrait assumera seul la charge financière afférente aux frais de passation engagés par le coordonnateur.

##### ~~a.2.~~ Retrait intervenant après la signature du marché

Ce retrait prendra effet **dix mois** après la réception par les autres membres du groupement de la lettre recommandée ci-dessus visée.

Il appartiendra au coordonnateur, au plus tard à l'expiration de ce délai de préavis, de résilier les marchés en cours d'exécution.

Chacun des membres du groupement assurera le paiement des prestations commandées pour répondre à ses besoins et exécutées à la date effective du retrait.

Par dérogation à l'article 6.2 de la présente convention, le membre du groupement à l'initiative du retrait assumera seul la charge financière afférente aux conséquences de ce retrait.

**~~B~~ – En cas de retrait d'un commun accord :**

Ce retrait prendra effet **trois mois** après la formalisation de l'accord suivant les règles propres de chacun des membres.

Cet accord devra définir les droits et obligations des membres induits par ce retrait. Au besoin, ces modalités seront traduites par un avenant à la présente convention.

**~~C~~ – Poursuite du groupement :**

Sous réserve que la modification du besoin ou des contrats ne soit pas substantielle, les dispositions de la présente convention restent valides pour les membres restants du groupement.

Le coordonnateur conclura le ou les avenants utiles pour intégrer ces modifications au contrat.

**Article 7 – EVOLUTION DU BESOIN**

Dans le cas où un membre du groupement constaterait une évolution de ses besoins tels que décrits à l'article 2 de la présente convention, il en informera immédiatement par écrit le coordonnateur.

Cette évolution sera actée par le coordonnateur, sans qu'il soit besoin d'un avenant.

Par ailleurs, le coordonnateur examinera les conséquences sur le ou les marchés passés en application de la présente convention. Si nécessaire, il conclura le ou les avenants utiles pour intégrer ces modifications de besoins.

Le membre du groupement concerné assumera seul la charge financière éventuelle consécutive à cette modification.

**Article 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention pourra être modifiée par avenant sans qu'il puisse être porté atteinte à son objet.

Dans ce cas, la modification devra être approuvée dans les mêmes termes par les membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prendra effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement l'aura approuvée.

**Article 9 – ACTIONS JURIDICTIONNELLES**

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de LYON.

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, seul le coordonnateur sera habilité à agir en justice.

S'agissant des litiges opposant le groupement à ses cocontractants, chacun des membres du groupement sera habilité à agir en justice pour les griefs auxquels il est partie.

Transmis au contrôle de légalité le :



Fait à Oullins en 16 exemplaires, le

Pour la Ville de Chassieu  
Le Maire  
Monsieur Jean-Jacques SELLES

Pour la ville de Corbas  
Le Maire  
Monsieur Jean-Claude TALBOT

Pour la Ville de Couzon au Mont-d'or  
Le Maire  
Monsieur Patrick VERON

Pour la ville de Craponne  
Le Maire  
Monsieur Alain Galliano

Pour la ville de Dardilly  
Le Maire  
Madame Michèle VULLIEN

Pour la ville de Feyzin  
Le Maire  
Monsieur Yves BLEIN

Pour la Ville de Fontaines-sur-Saône  
Le Maire  
Monsieur Thierry POUZOL

Pour la ville de Genay  
Le Maire  
Monsieur Arthur ROCHE

Pour la Ville de Grigny  
Le Maire  
Monsieur Xavier ODO

Pour la Métropole de Lyon  
Le Président  
Monsieur Gérard COLLOMB

Pour la Ville d'Oullins  
Le Maire  
Monsieur François-Noël BUFFET

Pour la ville de Pierre-Bénite  
Le Maire  
Monsieur Jérôme MOROGE

Pour la Ville de Saint-Genis-Laval  
Le Maire  
Monsieur Roland CRIMIER

Pour la ville de Saint-Genis-les-Ollières  
Le Maire  
Monsieur Didier CRETENET

Pour la ville de Saint-Germain-au-Mont-d'Or  
Le Maire

Pour la Ville de Vaulx-en-Velin  
Le Maire

Monsieur Renaud GEORGE

Monsieur Pierre DUSSURGEY